

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Service de l'Etat en Vaucluse – DREAL PACA
84905 AVIGNON Cedex 9

Avignon, le 24 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



DELORME SARL

4 avenue André Delorme
84000 AVIGNON

Références : D-0344-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement DELORME SARL implanté 4 avenue André Delorme - 84000 AVIGNON. L'inspection a été annoncée le 14/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les Établissements Delorme exploitaient des activités relevant de l'enregistrement et de l'autorisation, respectivement au titre des rubriques 2713 et 2760 de la nomenclature des ICPE, sans avoir fait l'objet de l'autorisation environnementale. En conséquence, M. le Préfet de Vaucluse :

- a mis en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative dans un délai maximum de 3 mois, par arrêté préfectoral du 14/04/2017,
- a suspendu les activités exercées par les Établissements Delorme sur la parcelle IP n°20, activités relevant de la rubrique 2760, par arrêté préfectoral du 25/07/2017,
- a imposé à l'exploitant, à titre de mesures conservatoires, d'évacuer les déchets stockés sur la parcelle IP n°20, dans des installations dûment autorisées, sous un délai de trois mois, par arrêté préfectoral du 25/07/2017.

Une 2^{ème} visite d'inspection a été effectuée le 11/06/2020. Lors de cette visite, l'Inspection a notamment constaté que l'exploitant n'avait pas donné suite à l'arrêté de mise en demeure en date du 14/04/2017. L'article 1 de l'arrêté du 25/07/2017 était respecté (la réception des déchets avait cessé). L'article 2 dudit arrêté imposait l'évacuation des déchets : cette prescription n'était pas respectée en totalité. Par conséquent, M. le préfet de Vaucluse a ordonné, en application de l'article L.171-7 II du code de l'environnement, la suppression des installations, la cessation définitive des activités et la remise en état des lieux par arrêté préfectoral du 25/08/2020.

Lors d'une nouvelle visite le 17/08/2021, l'Inspection a relevé en particulier les éléments ci-après :

- Les activités de stockage de déchets au titre de la rubrique 2760 sur la parcelle IP20 n'ont pas été reprises (absence de nouveaux déchets entreposés) ;
- Des déchets sont toujours déposés sur la parcelle IP20, qui n'a pas fait l'objet d'une remise en état ;
- Les autres parcelles (IM 271, 340, 341, 272) sont toujours occupées de métaux (déchets et neufs).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELORME SARL
- 4 avenue André Delorme 84000 AVIGNON
- Code AIOT dans GUN : 0006412830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les Établissements André Delorme exerçaient principalement des activités de stockage de déchets, de récupération et de revente de métaux et de déchets de métaux sur le territoire de la commune d'Avignon, sans bénéficier des autorisations correspondantes.

Le site est implanté en centre-ville, en zone pour partie résidentielle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté de suppression du 25/08/2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suppression	Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a cessé définitivement toute activité sur le site. Au jour de la visite, l'Inspection des installations classées a constaté que les opérations de remise en état n'étaient pas finalisées.

Considérant :

- les actions réalisées par l'exploitant depuis la dernière visite d'inspection en 2021 ;
- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme,

l'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués. Le premier bilan sera adressé sous un mois.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suppression

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Suppression des installations
Prescription contrôlée : Les installations de regroupement et transit de métaux et de déchets de métaux non dangereux (relevant de la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE) et de stockage de déchets (relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE) sises 4 avenue André Delorme à Avignon exploitées par la société des Établissements André Delorme, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, dont le siège social est situé au 4 avenue André Delorme à Avignon sont supprimées et remises en état dans un délai de trois mois et dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le code de l'environnement. Cette remise en état comprend impérativement l'évacuation des déchets présents sur le site.
Constats : Une nouvelle visite d'inspection a été réalisée le 05/05/2022. L'Inspection a constaté que (<i>voir planche photographique jointe au rapport</i>) : <ul style="list-style-type: none">- La parcelle IP20 a été débarrassée de la quasi-totalité des déchets. Ils demeurent quelques déchets (grosses pièces métalliques dont des fûts) en attente d'évacuation d'après l'exploitant. Le sol a été nettoyé (gratté sur plusieurs dizaines de cms d'après l'exploitant). Une facture datée du 28/02/2022 d'un montant de 2 900 € (correspondant à 6 jours de pelle 8 t) a été produite par l'exploitant. Il demeure toutefois des fragments métalliques en nombre au sol. Le hangar et l'appentis, situés au Nord de la parcelle, n'ont pas encore été totalement vidés.- Les autres parcelles (IM 271, 340, 341, 272) sont toujours occupées de métaux (déchets métalliques et pièces neuves). L'Inspection note toutefois que des métaux ont été évacués depuis la précédente inspection, le 17/08/2021.- Le conseil juridique de l'exploitant a produit les documents justifiant que 36 tonnes de métaux et déchets métalliques ont été évacués sur des installations de valorisation depuis la dernière inspection, le 17/08/2021. L'exploitant indique qu'il a définitivement cessé toute activité. Son conseil juridique a produit le PV de l'assemblée générale extraordinaire du 01/09/2020 qui acte la liquidation amiable de la société. Sa dissolution sera prononcée au terme des opérations de liquidation, qui interviendra notamment après la réalisation des actifs (vente des stocks de métaux et ferrailles). L'exploitant précise qu'il ne dispose pas de ressources suffisantes pour réaliser rapidement la remise en état des terrains, et sollicite donc l'indulgence du Préfet pour obtenir un délai supplémentaire. Considérant : <ul style="list-style-type: none">- les actions réalisées par l'exploitant depuis la dernière visite d'inspection en 2021 ;- que les métaux et déchets de métaux restant présents sur le site ne constituent pas un risque de pollution des sols à court terme, L'Inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Vaucluse de ne pas prendre à ce stade de sanctions à l'encontre de l'exploitant. Il est demandé à ce dernier d'informer l'Inspection tous les deux mois de l'avancée des opérations de remise en état, notamment en indiquant (et justifiant) la quantité de métaux et déchets de métaux évacués. Le premier bilan sera adressé sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Planche photographique

Parcelle IP20





Parcelle IM271



Parcelles IM340 – 341 - 272

